

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{me} ANNEE — N° 136

Du 16 au 29 Octobre 1972

LE NUMERO :

0,80 F

LE RAPPROCHEMENT SINO-JAPONAIS

AGONIE D'UN MYTHE

Après les U.S.A., le Japon. Après le Japon, l'Allemagne de l'Est. Au grand désarroi des adeptes du "socialisme chinois", la Chine de Mao, non seulement aspire à ouvrir de plus en plus ses frontières au monde capitaliste, mais parallèlement, son langage politique se fait de plus en plus "révisionniste" tant à l'égard de l'ancien "ennemi de classe" Tchiang Kai-chek qu'à l'égard de l'ex-ennemi héréditaire, l'impérialisme nippon. Ayant toujours ignoré le marxisme, les maoïstes ne peuvent soupçonner que la grande formule du Manifeste "l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes" est aussi valable pour la Chine populaire et pour l'an de grâce 1972, et que c'est elle qui nous donne, en dernière analyse, la clef du tournant historique d'aujourd'hui.

En dépit du "prodigieux développement des communications et de l'information" dont le capitalisme contemporain est si fier, ces luttes sont restées presque ignorées du monde, ensevelies dans le plus profond mystère par l'Etat chinois grâce, entre autres, au langage chiffré qui est de règle dans les textes du pseudo P. C. C., souvent difficilement décriptables même par des marxistes. Eh bien, les efforts obscurantistes des "communistes" chinois seront restés vains ! Les actes ne sont pas aussi faciles à maquiller que le langage et les derniers actes de la République populaire confirment à l'évidence la réalité des luttes de classe en Chine dont dès ses débuts, en 1948, les marxistes avaient théoriquement prévu qu'elles seraient le produit inéluctable des progrès du "second" capitalisme chinois.

Comme chacun sait, le principal objectif de l'accord Chou En-lai-Tanaka est le développement des échanges entre les deux pays. Quelles sont les raisons qui ont poussé la Chine à cet accord ?

De façon générale, "tout capitalisme national manifeste une tendance à s'étendre, à élargir sa puissance, à sortir des limites des frontières nationales. Cela découle de la structure capitaliste de la société" (Boukharine). La "structure capitaliste" d'une société la pousse en effet à accroître la masse de son profit, ce qui suppose à la fois l'élargissement de sa production de marchandises et la réduction des coûts de cette production. Cette loi s'impose aussi bien aux pays en retard sur la voie du développement capitaliste qu'à ceux qui ont de l'avance, et c'est elle qui, tôt ou tard, les contraint à sortir sur le marché mondial. Il était donc fatal que la politique d'ouverture s'impose aussi à la Chine réputée "rouge" et "socialiste", mais produisant des marchandises et exploitant donc bel et bien à la façon capitaliste sa quinzaine de millions d'ouvriers salariés.

Toutefois, la question des rapports avec le marché mondial est beaucoup plus complexe pour un pays de capitalisme tardif et indigent comme la Chine (ou comme l'U.R.S.S. d'avant-guerre) que pour des pays avancés, pour lesquels ces rapports vont de soi, sauf en cas de crise généralisée. Pour atteindre les buts que sa structure capitaliste lui dicte, un tel pays doit en effet accumuler le capital productif qui lui fait encore largement défaut, c'est-à-dire réaliser son "accumulation primitive" et développer aussi toutes les autres conditions de la grande production, telles que voies de communication, moyens de transport, installations portuaires modernes, etc., sans compter l'armement nécessaire à la défense et à l'expansion de l'Etat national.

Dans l'abstrait il peut réaliser toutes ces tâches soit en vase clos, soit en recourant au marché mondial. Dans la réalité, la voie suivie ne dépend nullement d'un "libre choix" mais de la lutte des classes opprimées à l'intérieur et pas seulement des rapports de forces avec les au-

tres Etats et de la conjoncture économique mondiale.

Ce choix est d'autant moins "libre" qu'un capitalisme jeune comme celui de la Chine d'aujourd'hui (ou de l'U.R.S.S. des plans quinquennaux) se trouve placé devant deux exigences contradictoires, exerçant ensemble leur pression, mais pas toujours de façon égale : d'une part assurer à l'industrie nationale naissante une protection sans laquelle elle risquerait d'être étouffée dans l'œuf et de l'autre, accélérer une accumulation primitive qui, réalisée en vase clos, est nécessairement plus lente mais exige aussi des efforts beaucoup plus grands des classes productives.

La nécessité de cette accélération peut, dans certaines circonstances, supplanter celle du protectionnisme : et cela se produit quand les lenteurs de l'accumulation primitive deviennent un danger mortel soit pour le régime en raison d'une agitation sociale intérieure soit pour l'existence nationale elle-même en raison de la menace immédiate précoce d'une quelconque puissance ennemie, soit pour les deux à la fois. Cela n'empêche pas que l'accélération elle-même restera enfermée dans les limites imposées tant par les exigences propres au marché (loi du "donnant-donnant") que par celles de la protection de l'industrie nationale, mais cela impose un tournant politique à l'égard du monde extérieur. Voilà pourquoi, depuis la fondation de la République populaire, la politique chinoise a connu plusieurs de ces tournants et pour-quoi ceux qui croient au "socialisme chinois" ne pouvaient rien y comprendre.

Dans la phase du premier plan quinquennal et des premières années du second, la Chine avait emprunté la voie de l'ouverture défendue par Liu Shao-chi, sous la forme d'une coopération avec le "grand frère socialiste" de Russie. Après Octobre 1917, une telle voie était restée fermée à l'U.R.S.S., non parce que les principes de la politique communiste après la victoire de la révolution double l'interdisaient (Lénine n'a jamais préconisé un quelconque "protectionnisme socialiste", thèse insensée dont seul Staline porte la responsabilité), mais

parce que les puissances capitalistes tentèrent d'étouffer l'authentique République rouge de Lénine par un blocus économique rigoureux.

Cela n'empêcha pas les admirateurs de Mao de parler de "voie chinoise au socialisme" sous prétexte, entre autres, de rendre compte de cette différence. Mais la Russie s'étant montrée trop gourmande (elle réalisait des surprofits exorbitants dans son trafic "fraternel" et "socialiste" avec la Chine), on limogea Liu Shao-Chi, devenu brusquement un "traître à la patrie", un "révisionniste", un "Krouchtchev chinois".

Après la rupture économique avec les Russes au début des années 60, la Chine dut bien passer par la force des choses, à une phase de développement en vase clos, bien que, dès cette époque, elle ait préparé le rapprochement actuel par une "politique subtile" ("Le Monde Diplomatique", octobre 1972). Cette «voie» n'avait nullement été choisie; bien plus, jusqu'à la révolution culturelle, elle coexistait pacifiquement avec la «voie» de l'ouverture. Cela n'empêche pas que non seulement Lin Piao la théorise comme la seule conforme au «marxisme-léninisme», mais que le groupe maoïste invente de toutes pièces une «opposition de classe» entre cette voie et la voie opposée, qu'il la caractérise comme lutte du «socialisme» contre «les tendances à la restauration du capitalisme en Chine» et qu'il prévienne, pour tenir la galerie en ha-

(Suite page 4)

TANZANIE :

La Chine est satisfaite mais les ouvriers font grève

Le "Financial Times" du 1er septembre 1972 signale la fréquence et l'importance des grèves sauvages qui ont éclaté cette année dans les industries tanzaniennes (textile, chaussure surtout). L'organe de la métropole du capitalisme chevronné explique que les pertes entraînées représentent, dans une industrie embryonnaire, une «sérieuse menace». Le jeune Etat tanzanien l'a bien compris aussi : les 31 leaders de la grève du textile à Dar-es-Salam ont été mis à pied. La grève est d'ailleurs illégale en Tanzanie, "puisque" une charte du travail qui doit faire l'envie de Mrs Barbara Castle y prescrit des moyens pacifiques de régler les conflits sociaux.

La Chine (qui finance un chemin de fer Tanzanie-Zambie, et se fait payer sa bonne volonté, entre autres, en votes à l'O.N.U.) est moins attentive que l'organe anglais aux luttes sociales : le dernier numéro de "Pékin Information" (25 septembre 1972) célèbre "l'édification de l'économie nationale" de l'Union tanzanienne, et particulièrement ses succès dans l'agriculture, dus entre autres à cette méthode du "chacun pour soi avec les moyens du bord" que les Chinois ont essayé un moment de faire passer pour du socialisme dans l'agriculture (le socialisme impliquerait au contraire, faut-il le préciser, une puissante centralisation, et la fin de la petite production isolée) : «Pour transformer l'économie rurale dispersée et individuelle, dit l'article, le Président Nyerere a appelé les 11 millions de paysans tanzaniens à s'organiser en villages "Ujammaa". Faisant rayonner l'esprit de compter sur ses propres forces, les paysans des villages "Ujamma" ont défriché de vastes étendues et construit des maisons...»

Il est bien naturel que le jeune Etat bourgeois chinois salue des efforts de développement national analogues, toutes proportions gardées, au sien (surtout quand il s'agit de sa clientèle). Il est naturel aussi, qu'il sacrifie en paroles comme il l'a fait en actes, le développement de la lutte des classes à ces performances nationales.

Nous, communistes, saluons les grèves sauvages que le développement du capitalisme soulève là-bas comme ici, et comptons que la révolte des prolétaires tanzaniens, qui déjà, à leur façon, "font rayonner l'esprit de compter sur leurs propres forces", rejoindra dans les années qui viennent celle de leurs frères des zones de capitalisme plus développé, éveillés enfin du sommeil de la contre-révolution, et rejetant les fausses perspectives et les mensonges de l'opportunisme à label russe ou chinois.

La nouvelle "organisation du travail" ne sauvera pas le capitalisme

Les premiers signes de crise qui ébranlent la société capitaliste ont leurs répercussions même sur l'organisation traditionnelle du travail.

Les motifs en sont divers, nous le verrons, mais aujourd'hui, les forces de la science et de la technique bourgeoises (y compris les sociologues, les psychologues, les psychiatres... et les jardiniers !) sont mobilisées pour rechercher une formule qui puisse enfin redonner la sérénité au capital et éliminer pour toujours ces spectres qu'il appelle "désintérêt pour le travail", "tendance au conflit permanente" et, plaie des plaies, l'absentéisme envahissant en Italie, aux Etats-Unis, et particulièrement... en "Russie socialiste" ; tout cela parce que, si les ouvriers ne travaillent pas, il ne peut y avoir de profit.

Les expériences sont innombrables. Sur l'horaire de travail : semaine allongée (sept jours de travail à raison de 10 heures par jour, puis sept jours de repos), semaine raccourcie (quatre jours de travail et trois jours de repos) ; sur les "loisirs" : bibliothèque, salles de musique, terrains de jeu dans l'usine ; sur l'ambiance à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine : à l'intérieur, couleurs douces, dehors, la verdure bien soignée par les jardiniers cités plus haut ; mais l'expérience qui fait le plus de bruit — et qui est vraiment sensationnelle ! — vient d'une nouvelle conception de l'organisation du travail destinée à supprimer pour toujours ce péché capital... du capital qu'est la chaîne de montage (avec tous ces ouvriers, tous à la file, qui accomplissent toujours la même tâche, subdivisée au maximum), et à inspirer à l'ouvrier l'enthousiasme pour le travail et la joie de donner à son usine le profit maximum !

La chaîne de montage, coûte que coûte, va donc être démantelée.

"team-work", qui fait plus distingué.

Dans ce nouveau système, qui concerne 600 ouvriers (nombre un peu mince, à dire vrai : peut-être ne serait-il pas applicable à la R.A.T. ?), la chaîne de montage est complètement supprimée : la fabrication de l'automobile est divisée en vingt sections ; dans chaque section, dans des locaux complètement séparés et avec des entrées indépendantes (on ne perd jamais de vue la division du prolétariat !) travaille un groupe de 15-20 ouvriers. L'un s'occupe de l'installation électrique, un autre des freins et des roues, un autre encore de l'appareillage, et ainsi de suite. Dans chaque équipe, de plus, ce sont les ouvriers qui décident de la distribution du travail dans la journée, des rythmes de production, du nombre et de la durée des pauses, etc. Les membres d'un groupe peuvent, s'ils le veulent, échanger leurs tâches particulières en permutant, et alléger ainsi la monotonie du travail.

La direction ne leur demande qu'une chose, une bagatelle : ne pas descendre au-dessous d'un certain nombre de voitures achevées ; c'est-à-dire garantir la production.

Le réapprovisionnement en matières premières même est confié aux ouvriers. C'est eux qui décident de la quantité et des caractéristiques des marchandises. La contrepartie est que chaque équipe

(Suite en page 4)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

(suivie d'une discussion)

VENDREDI 27 OCTOBRE 1972, à 20 h. 45

SALLE LANCRY, 10, rue de Lancry — PARIS (X^e)
(Métro République)

Le Vietnam

L'O.C.I. ou l'éternelle hypocrisie du centrisme

(La première partie de cet article a paru dans le n° 135)

Parti et classe (s) selon l'OCI

Ce qui caractérise le plus communément tous les courants trotskystes, c'est d'être de grands constructeurs ou reconstruteurs de partis, animés de la foi la plus inébranlable dans la toute-puissance de la *volonté*. Puisque la crise du capitalisme est « permanente », il ne manque que le parti pour que la situation soit aussi « subjectivement » révolutionnaire : construisons-le, et le tour est joué.

Sur ce sujet également, c'est l'OCI qui parle — comme toujours — le plus haut, puisqu'elle accuse tous ses cousins trotskystes d'avoir renié la IV^e Internationale, et clame la nécessité de la reconstruire « sur le fondement indestructible du programme marxiste » (*Manifeste de l'OCI*).

Nous avons vu que ce que l'OCI appelle programme marxiste n'est en fait qu'un programme petit-bourgeois réformiste d'aménagement du capitalisme, sur lequel elle aspire à unir prolétariat et petite-bourgeoisie. Aussi l'OCI porte-t-elle à son apogée l'« habileté » manœuvrière en vue de recoler des couches hétérogènes, ayant en commun un mécontentement et un « désir » de changement plus ou moins prononcé.

Qui dit hétérogénéité dit démocratie, puisqu'il faut bien un critère pour arbitrer entre des intérêts divergents. C'est pourquoi l'OCI affirme n'avoir pas de « schémas préétablis » à imposer, ne pas vouloir de « parti unique », mais vouloir au contraire, « dans le cadre du libre jeu de la démocratie ouvrière et du respect des opinions », « débattre ensemble des mots d'ordre et objectifs vers lesquels tendent les masses profondes de la classe ouvrière et de la jeunesse qui sont poussées dans la lutte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois », en définissant les revendications qui « répondent aux aspirations véritables de la classe ouvrière et des masses de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes ».

Ainsi, quoi qu'elle prétende par ailleurs, l'OCI ne fait plus du parti l'avant-garde, mais l'arrière-garde de la classe, ou plutôt des « masses », renversant ainsi toute la conception marxiste de la fonction du parti. Pour le marxisme, la nécessité du parti dérive de la nécessité d'avoir une organisation disciplinée autour d'une doctrine et d'un programme propres, capable de diriger la classe à travers révolutions et contre-révolutions, de la conduire à la victoire dans sa guerre contre l'Etat bourgeois, et surtout d'organiser et de diri-

ger de façon unitaire l'Etat prolétarien, la dictature du prolétariat. Le parti marxiste défend et propage le programme répondant aux intérêts historiques du prolétariat, il concentre et dirige les forces en lutte sur le programme du prolétariat, vers le but final de l'émancipation de l'humanité entière. Ce programme totalitaire, non modifiable, est à prendre ou à laisser. Des membres des couches moyennes, ou même de la classe bourgeoise peuvent s'y ranger individuellement, en trahissant leur camp. Mais jamais le parti ne cherchera à les attirer par des concessions à leurs « aspirations » propres.

Comme tous les démagogues « à l'écoute des masses », ce que les tacticiens de l'OCI cachent sous leur prétendue absence de schémas, c'est la soumission du prolétariat aux illusions des couches petites-bourgeoises préoccupées de sauver leur peau à l'intérieur du système capitaliste. Comme tous les démagogues, ils se caractérisent par leur profond mépris du prolétariat, dont ils châtrent la force révolutionnaire potentielle en l'enfermant dans la stérile contestation à l'intérieur d'un système. Comme tous les démagogues et volontaristes qui auscultent à chaque instant la conscience des masses, ceux de l'O.C.I. n'ont, au mieux, à présenter aux masses que l'écho de leurs aspirations momentanées à améliorer leur sort dans ce cadre « trade-unioniste », qu'ils ne peuvent pas briser avec leurs propres forces, mais seulement sous la direction d'un parti révolutionnaire ayant une vision générale du mouvement historique et de ses buts, comme Lénine l'a montré dans « Que faire ? »

Ouvriérisme et interclassisme, opposés en apparence, se rejoignent : ils procèdent de la même vision sociologique du parti et de la classe. Le parti, pour l'OCI, n'est pas l'organe de la classe, il n'en est qu'une partie : d'où son culte fanatique de la majorité, son fétichisme du nombre et de l'unité. De même, la classe n'est pas définie de façon dynamique (par son mouvement vers un but), mais statique (par la place qu'un certain nombre d'individus occupent dans le procès actuel de production, et par les intérêts communs qui en découlent dans le cadre du système actuel, voire même par la conscience qu'ils en ont). Le prolétariat est donc enfermé dans le cercle infernal de sa situation actuelle : le salariat.

L'OCI à la remorque du stalinisme

Réformes et libertés démocratiques : le programme petit-bourgeois de l'OCI ressemble comme une goutte d'eau à celui de tous les partis sociaux-démocrates de l'histoire, et en particulier des partis stalinistes d'aujourd'hui. C'est cette identité qui — de l'aveu même de l'OCI — fonde la possibilité du Front Unique Ouvrier : « Il y a un dénominateur commun à tous : défense des libertés et revendications, dans une conjoncture où la classe ouvrière [...] voit ses conquêtes sociales menacées [...]. Il y a un dénominateur commun qu'impose la situation : unifier les forces dispersées des masses laborieuses et de la jeunesse pour s'opposer à l'attaque du capitalisme, dans le but d'en finir avec le gouvernement des capitalistes ».

C'est pourquoi le Front Unique réclamé à grands cris par l'OCI est bien différent de celui préconisé en 1921 par l'Internationale Communiste (et que nous critiquons comme une erreur tacti-

que, non comme une faute de principe). Le F.U.O. de l'OCI a bel et bien pour but d'appuyer l'opportuniste stalinien sur la base de ces « dénominateurs communs » que sont le réformisme et le démocratisme, et de pousser à réaliser son programme. Si les partis que l'OCI s'obstine à appeler « ouvriers » trahissent, ce n'est pas parce qu'ils aspirent à prendre la relève gouvernementale des partis bourgeois pour se faire les gérants de la bourgeoisie et réaliser leur programme de défense du capitalisme : c'est parce qu'ils refusent obstinément (comme en mai-juin 1968 par exemple) de prendre un pouvoir qui serait, paraît-il, à leur disposition ! Aussi l'OCI s'époumonne-t-elle en campagnes publicitaires : « Les organisations qui parlent au nom (!) de la classe ouvrière doivent assumer seules le pouvoir ».

Véritable pratique de secte : dans son irréductible myopie immédiatiste, l'OCI ne voit que les partis qui dirigent la classe actuellement, c'est-à-dire dans une période où le prolétariat — à part des explosions sporadiques — est encore totalement écrasé. Mais si elle scrute patiemment jour après jour l'état de conscience des militants des partis stalinistes, auxquels s'adresse l'essentiel de son effort de propagande et dont elle aspire à attirer les éléments gagnés par le doute, l'OCI en oublie totalement la lutte des classes, dont le mouvement futur bouleversera totalement les données du problème quand, au milieu des convulsions annonçant

la crise (véritable, cette fois) du capitalisme, le prolétariat se relèvera en bousculant ses gardiens !

Mais cette pratique relève aussi d'une véritable incompréhension de la nature de l'opportunisme, qui a irrévérablement partie liée avec l'impérialisme lui-même. L'opportunisme n'a pas un programme propre ; il n'a que celui de la bourgeoisie, dont il se fait la courroie de transmission au sein de la classe ouvrière, en flattant les illusions petites-bourgeoises et même la corruption qui prospèrent dans l'aristocratie ouvrière engraisée des miettes du festin impérialiste. C'est pourquoi, pour le parti révolutionnaire, il n'y a pas plus de conciliation possible avec l'opportunisme qu'avec la bourgeoisie elle-même : « Si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme n'est qu'une phrase creuse et mensongère », écrivait Lénine, visant le centrisme de Kautsky.

A un moment où le passage de

Internationalistes en paroles, nationalistes en fait

Les prolétaires ne connaissent pas plus de frontières que le capital lui-même. Leur programme révolutionnaire est un programme mondial, aboutissant à un plan mondial de réorganisation de l'économie. Leur lutte et leur parti seront mondiaux comme l'est aujourd'hui leur exploitation.

Si le prolétariat peut vaincre d'abord dans un seul pays (comme cela s'est produit en Russie en 1917), il ne saurait garder le pouvoir que si sa révolution s'étend hors des frontières nationales. Marx le faisait déjà remarquer dans *Les luttes de classe en France* (et ceci est plus que jamais valable à l'époque impérialiste) lorsqu'il rappelait — contre les illusions nationalistes des sociaux-démocrates à la Louis Blanc — que « les conditions de production [dans un pays] sont déterminées par son commerce extérieur, par sa position sur le marché mondial et par les lois de ce dernier ». C'est pourquoi il n'y a pas de socialisme possible dans un seul pays.

Trotsky aussi le disait, luttant contre le nationalisme qui était en train de s'installer dans le parti russe et dans l'Internationale avec la contre-révolution de 1926. Et les trotskystes le répètent. Mais (tout comme Trotsky d'ailleurs) ils ont pourtant capitulé devant la théorie stalinienne, puisqu'ils prétendent que l'URSS est socialiste et qu'il faut la défendre car « le capital [y] a été exproprié ». Evidemment, si on confond socialisme et nationalisations, c'est logique.

Mais comment, dans ce cas, l'OCI peut-elle encore se réclamer de l'internationalisme prolétarien, alors que la défense de l'URSS, pays pleinement capitaliste où la contre-révolution a depuis longtemps triomphé du pouvoir prolétarien, ne signifie rien d'autre que la défense d'un impérialisme contre un autre, selon la vieille pratique social-chauvine de la II^e Internationale qui, en 1914, préconisait aussi d'appuyer tel ou tel pays impérialiste, considéré comme plus « socialiste » (ou moins « barbare ») qu'un autre, sous prétexte que les socialistes y avaient conquis des « bastions » ? On commence par défendre les « conquêtes » ouvrières dans un pays, et on finit par défendre sa propre bourgeoisie, ou un groupe de bourgeoisies dans la guerre impérialiste.

De même la perspective, sur laquelle l'OCI fait tant de bruit, des Etats-Unis « socialistes » d'Europe sous l'égide de la Russie « socialiste » n'est rien d'autre qu'une perspective éminemment bourgeoise, tendant à créer un contre-poids aux immenses Etats-Unis d'Amérique. Dans un article de « La Vérité » consacré à ce mot d'ordre, Stéphane Just brosse un tableau apocalyptique du sort futur de l'Europe qui, si le prolétariat n'y prend pas « le pouvoir » (nous avons vu ce que cela signifie, dans le langage de l'OCI), sera livrée à l'« impérialisme américain » et aux « bourgeoisies compradore (!) d'Europe ». Quelle différence avec les récriminations d'un PCF contre

la II^e Internationale dans le camp de la défense nationale rendant inéluctable la scission du mouvement ouvrier au niveau des partis, et impérieuse la nécessité de constituer une nouvelle Internationale capable de faire l'unité du prolétariat sur le programme du communisme, le centrisme préchait la synthèse impossible entre réforme et révolution, et donc l'unité avec les partis traités, leur fournissant un appui et une caution et obscurcissant par son verbiage démagogique les termes de la lutte politique.

Aujourd'hui, où nous n'en sommes pas encore à l'affrontement armé avec la bourgeoisie mais où le parti doit y préparer le prolétariat avec la plus grande clarté et la plus grande fermeté au niveau des armes de la critique, la lutte politique contre l'opportunisme s'impose plus que jamais, y compris et surtout la lutte contre sa variante centriste, car les démagogues sont les pires ennemis de la classe ouvrière.

le caractère « supra-national » des monopoles et le slogan chauvin « Oui à l'Europe des travailleurs » ?

Si la conception stalino-trotskyste de la décadence du capitalisme dans sa phase suprême offre peu de vraisemblance, dans le cas de l'Europe elle peut s'appuyer sur une constatation évidente : l'irréversible perte de vitesse des capitalismes européens décrépités face à leurs concurrents plus jeunes d'Amérique et d'Asie. Aussi l'appel à sauver la civilisation et les forces productives, lorsqu'il s'applique non plus à l'humanité en général, mais à l'Europe, trouve-t-il un écho particulièrement frémissant dans le cœur de tout petit-bourgeois occidental. Ecrasée par les géants impérialistes, mais fière de dominer encore sur les pays arriérés, l'Europe n'est-elle pas le petit-bourgeois de la planète, investie de par sa situation « moyenne » de la même mission « humaine » par rapport aux autres continents que la petite-bourgeoisie par rapport aux autres classes sociales ?

L'OCI assigne donc au prolétariat d'Europe, arbitrairement séparé de ses frères du monde entier malgré toutes les proclamations platoniques de l'OCI sur « l'unité mondiale du prolétariat », le devoir de sauver l'Europe (et sa « civilisation ») en prenant le pouvoir, faute de quoi elle « ne subsisterait plus que comme un vaste champ de décombres, aux mains de bourgeoisies-croupions, vassales de l'impérialisme américain » (*La Vérité*, n° 550). D'ailleurs, comme l'explique encore Just dans *Défense du trotskysme II*, c'est déjà grâce aux « acquis » (!) de la « vague révolutionnaire (!) de la fin et de l'issue de la deuxième guerre mondiale » que le prolétariat européen a empêché l'Europe de devenir « une simple colonie de l'impérialisme américain ». Sans sa lutte « l'impérialisme américain eût fait l'unité de l'Europe à sa manière : en y détruisant les acquis de vingt siècles de civilisation ».

Mais — dira le prolétaire américain, africain, asiatique surpris — et moi ? Je n'ai donc rien à faire ? Bien sûr que si — répondent les Internationalistes de l'OCI — : écouter les leçons de l'Europe et faire aussi des Etats-Unis « socialistes », chacun dans votre continent !

« La division nationale, l'éparpillement de l'Europe, la décadence inéluctable qu'implique la multitude des Etats européens renforcent nécessairement le contrôle politique de la bourgeoisie américaine [Feu De Gaulle disait-il autre chose ?]. Que les prolétariats d'Europe [...] se [saisissent] du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe, et ils lèveront cette hypothèque. Ils prouveront au prolétariat américain que la décadence de leur propre pays, la division du monde, résultat du régime capitaliste. Ils leur offriront, par la démonstration pratique, la seule perspective à la mesure du prolétariat américain, du prolétariat mondial, la République universelle des travailleurs ».

Les autres continents ont droit aussi à la leçon : « Il va presque sans dire que la répercussion sur les prolétariats d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, du combat des prolétariats d'Europe pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, ne sera pas moins grande. Elle leur démontrera que, en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine, la réalisation des Etats-Unis socialistes de ces régions du monde est la seule solution à leurs problèmes et est à leur portée. Alors se constituera la République universelle des travailleurs ».

D'ailleurs, « le prolétariat français et sa jeunesse » promettent de « tenir compte dans leur combat contre le capitalisme et ses gouvernements des aspirations des peuples du monde entier » : transposition « prolétarienne » style OCI de l'« intérêt soutenu » que les colonialistes occidentaux ont toujours porté aux « aspirations » de leurs administrés d'outre-mer !

Ce messianisme européen, version centriste du social-impérialisme de la II^e Internationale, ce paternalisme écoeurant à l'égard des prolétariats des autres continents (tout aussi écoeurant que son négatif, le tiers-mondisme de la IV^e Internationale de Mandel) ont pour pendant inévitable la vieille utopie petite-bourgeoise de la fraternité entre les peuples. Confinant chaque prolétariat dans le cadre étroit de problèmes nationaux, tout au plus continentaux, l'OCI lui assigne pour but la création de fédérations permettant d'arriver à un système équilibré de peuples et d'Etats, grands et petits : digne transposition, à l'échelle du globe, de l'équilibre entre bourgeoisie et prolétariat dont rêve le pacifiste petit-bourgeois à l'intérieur de ses « frontières nationales ».

La perspective de la glorieuse Internationale Communiste, en 1920, dans la « question nationale » était d'intégrer les mouvements révolutionnaires dans les aires arriérées à la stratégie mondiale unitaire du prolétariat, en respectant toujours « la subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier ». Il s'agissait, pour le parti mondial, de prendre la tête des luttes d'émancipation des peuples de couleur, de façon à y faire émerger le prolétariat en tant que classe autonome et à hisser le mouvement au-delà de ses objectifs nationaux ou raciaux immédiats, pour que son potentiel anti-impérialiste ne soit pas perdu. La perspective de l'OCI en 1972, c'est le Front Unique de l'Atlantique à l'Oural, c'est le socialisme « dans un seul continent » !

Il ne suffit pas de se réclamer du marxisme pour être marxiste, ni de « parler au nom de la classe ouvrière » pour mériter sa confiance.

L'OCI, le plus « intransigeant » et le plus « orthodoxe » des courants trotskystes, se rattache en fait à un courant bien plus ancien que le trotskysme et aussi vieux que le marxisme lui-même : la « démocratie socialiste », courroie de transmission de l'idéologie petite-bourgeoise (et donc de la bourgeoisie elle-même) au sein du prolétariat.

Défenseurs des « droits » de l'homme et de la « culture » universelle, et donc défenseurs de l'ordre bourgeois ; défenseurs de la petite production et de la petite propriété, et donc de la propriété tout court et du capitalisme ; parlant de révolution et luttant pour les réformes, criant à la destruction de l'Etat et défendant la démocratie ; allant à la classe ouvrière pour mieux la noyer dans le « peuple » ; dénonçant l'opportunisme pour mieux le pousser à réaliser son programme ; se parant du titre de « communistes » et défendant l'impérialisme russe, se parant du titre d'« internationalistes » et prônant le patriotisme européen, ces soi-disant amis de « la Vérité » ne parlent au prolétariat que le langage hypocrite du Centrisme.

Le parti du prolétariat reconstitué devra les balayer de sa route, comme tous les autres falsificateurs !

directeur - gérant
F. GAMBINI

imprimerie « Lino-Imp »
1, 3, 5, boulevard Schœssing
MARSEILLE (X^e)
Tél. : 77.92.48

distribué par les N.M.P.P.

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

RAPPORT A LA REUNION GENERALE DU PARTI

(Le début de ce rapport a paru dans les Nos 132, 133 et 135 du Prolétaire.)

L'IMMEDIATISME DE GAUCHE

L'absence d'un centre géographique unique ou presque unique, et donc la fragmentation en plusieurs noyaux urbains puissants et concentrés, mais relativement fermés, constitue un des aspects caractéristiques du mouvement ouvrier allemand : aspect négatif, bien qu'il soit symptomatique par ailleurs — si on le compare par exemple à la situation de la France — du degré auquel la grande industrie capitaliste avait pénétré tous les pores de la « nation ». Berlin était sans doute un pôle de forte concentration ouvrière, mais moins que ne l'avaient été, au 19^e siècle, Paris, et au début du 20^e siècle, Petrograd. Cette caractéristique — d'ailleurs bien enracinée dans l'histoire de l'Allemagne — eut pour conséquence, en 1919, la formation un peu partout en Allemagne de foyers révolutionnaires vivaces et la naissance de « communes » embryonnaires, vite balayées ; mais déjà au cours de la guerre et même avant, elle s'était reflétée dans la constitution d'une myriade de groupes relativement autonomes au sein du SPD, et le pire est que cet état de fait tendait à être théorisé précisément par les forces qui, au moment décisif, auraient pu exprimer l'élan et la combativité de masses prolétariennes que la tempête de la guerre et, plus encore, de l'après-guerre projetait dans l'arène des luttes sociales.

En un sens, la prolifération de l'imédiatisme sol-disant de gauche en 1919-1920 fut le reflet d'un localisme *objectif* impuissant à briser ses propres limites dans une vision globale des problèmes de la révolution prolétarienne : les spartakistes eux-mêmes en ressentirent les effets, quoiqu'à un degré bien moindre et donc dans une position de force bien supérieure. Le prétendu radicalisme de gauche, qui convergea plus ou moins dans le KAPD en avril 1920, avait pour centres Hambourg, Brême, Berlin, Dresde et, dans le cadre d'une vision générale commune de type syndicaliste, il présentait des nuances considérables, sources de conflits et de scissions potentielles ou déjà prêtes à se manifester. La caractéristique commune qui sautait alors aux yeux, était la tendance de tous ces groupes à chercher la clé de la victoire sur l'opportunisme et de l'alignement du mouvement ouvrier sur le front de la révolution, et donc la clé de la victoire du prolétariat sur le capitalisme, dans des formes d'organisation économiques immédiates dans lesquelles la volonté de la classe, considérée globalement, s'exprimerait directement, sans intermédiaires déformants. Pour les uns, ces formes pouvaient être les conseils d'usine (d'ailleurs souvent confondus avec les Soviets), pour les autres, les syndicats d'industrie opposés aux traditionnels syndicats de métier, pour d'autres encore les *Unionen*, conçues comme des organisations dépassant la dichotomie entre lutte économique et lutte politique (quelque chose comme les « *One Big Union* » des IWW américains) ; mais toujours elles étaient construites sur des bases *fédéralistes* pour éviter l'odieuse et dangereuse dictature des chefs, pour éviter qu'une direction légiférant « d'en haut » ne foule aux pieds la volonté des masses.

La question de la révolution était donc réduite à une « question de formes d'organisation » — et de plus, de formes économiques — considérées comme révolutionnaires

par elles-mêmes précisément parce qu'il s'agissait d'organisations *immédiates*, calquant fidèlement la *volonté* de lutte et la « conscience » de classe du prolétariat. Celui-ci n'était donc pas « séparé » — pour ainsi dire — de lui-même à cause de la médiation du parti, dont certains groupes n'iaient la fonction, alors que d'autres la réduisaient à « éclairer » théoriquement les masses et à faire un travail de propagande intellectuelle, et que d'autres, enfin, la repoussaient avec horreur. D'où les manifestations qui apparaissaient alors au premier plan : le mot d'ordre de sortir des syndicats traditionnels, considérés comme des organismes bureaucratiques, et donc contre-révolutionnaires *par nature*, et du parlement considéré comme le temple non tant du mensonge démocratique, que de la suprématie des « dirigeants » sur les « dirigés », de ceux qui guident (les *Fuehrer* parlementaires d'une part, les *Bonzen* syndicaux de l'autre) sur ceux qui sont guidés, c'est-à-dire justement comme la négation de la « démocratie », fût-elle « ouvrière » ; la surestimation de la lutte économique aux dépens de la lutte politique, la lutte économique étant considérée comme un processus graduel (bien que violent dans chacune de ses étapes) de conquête du mécanisme productif à sa « source », c'est-à-dire à l'usine ; l'oubli de cette thèse marxiste fondamentale, et que nous avons toujours réaffirmée, que « avant d'être un processus de transformation, la révolution prolétarienne est, dans sa phase aiguë, une lutte pour le pouvoir entre la bourgeoisie et le prolétariat, lutte qui culmine dans la constitution d'une nouvelle forme d'Etat dont les conditions sont l'existence des Conseils prolétariens comme organes politiques, et la suprématie du parti communiste dans ces Conseils », et que ce passage historique présuppose pour sa réalisation une « action centralisée et collective dirigée par le Parti sur le terrain politique », par « le parti marxiste, fort et centralisé, comme le dit Lénine » (citation d'un article de « *Il Soviet* » de 1920). Reflet d'une fragmentation objective du mouvement ouvrier, l'imédiatisme aggravait cette fragmentation en la théorisant comme un facteur de force alors qu'elle était un facteur de faiblesse.

Ce serait un erreur de croire que ce courant n'exprimait qu'une révolte exaspérée face à la trahison social-démocrate pendant la guerre et, donc, l'après-guerre : bien plus que d'une *déviaton*, il s'agissait d'un courant radicalement étranger au marxisme, resurgence d'une vieille maladie du mouvement ouvrier dont il est inutile de relever les affinités avec l'anti-autoritarisme anarchiste ou avec l'antipartisme et l'antipolitisme syndicaliste - révolutionnaire, ainsi que les origines fondamentalement idéalistes, et qui avait certains précédents en Allemagne (bien que moins nette que dans le mouvement ouvrier des pays « latins ») puisqu'elle remontait à bien avant la guerre mondiale.

Pour sortir de l'impasse d'une organisation qui ne soit pas une... organisation, et d'une lutte de classes qui ne soit pas... politique, l'antipartisme et l'antiautoritarisme de ces courants devaient cependant déboucher sur des solutions diverses et contradictoires : ou

bien s'appuyer sur tel ou tel parti (bien que toujours de l'extérieur), ou bien nier la fonction originelle d'une organisation économique et de masse, en prétendant que les nouvelles *Unionen* ou que les conseils d'usine naissent sur la base de l'adhésion non des salariés en tant que salariés, mais des prolétaires « qui acceptent la dictature

du prolétariat et le système des Soviets », et donc en en faisant des associations ouvrières d'élite... Le KPD pouvait être faible et légaliste, mais les thèses théoriques défendues par sa centrale et combattues par les dissidents étaient précisément — pour nous comme pour l'Internationale — « sur la juste base marxiste ».

LA NAISSANCE DU KAPD (Avril 1920)

C'étaient ces mêmes groupes qui, au congrès de fondation du KAPD avaient lancé le mot d'ordre « sortir des syndicats ». Dans la question des élections ils avaient obtenu la victoire, toujours au nom du refus de la dictature des chefs, et ils avaient insisté pour que le parti ait une structure organisationnelle qui laisse la plus large autonomie aux sections locales. Tout au long de l'année 1919, le groupe de Hambourg avait été le porte-parole le plus actif de cet immédiatisme aux contours encore imprécis. C'est lui qui avait lancé l'appel des dix-huit délégués exclus au congrès de Heidelberg :

« Toutes les organisations du KPD qui pensent que la dictature prolétarienne doit être la dictature de la classe et non la dictature de la direction d'un parti, et qui estiment que les actions révolutionnaires de masse ne doivent pas être ordonnées *d'en haut* par une ligne secrète de chefs, mais être proposées et préparées par la *volonté des masses*, au moyen du regroupement des prolétaires révolutionnaires dans des organisations révolutionnaires de masse sur la base démocratique la plus large, sont invitées à se mettre en rapport... avec la section de Hambourg ». C'est encore ce même groupe qui inspira le statut de l'« Union générale des ouvriers d'Allemagne » (*Allgemeine Arbeiter-Union Deutschlands*, ou

AAVD), dont nous reparlerons, et qui se constitua le 14 février 1920 à Hanovre en se séparant de la FAUD, organisation anarcho-syndicaliste. Ce statut déclarait : « L'AAUD organise les salariés pour la lutte finale contre le capitalisme et pour l'instauration par la force de la République des Conseils. C'est dans ce but qu'elle appelle les salariés à s'unir sur le terrain de l'organisation unitaire révolutionnaire, à former une grande Union ». L'AAUD repoussait par principe « les organisations qui : 1) participent à l'application de la loi sur les Conseils d'Usine (loi qui reconnaissait juridiquement les Conseils d'Usine et les insérait dans la nouvelle structure de l'Etat républicain) ; 2) refusent la dictature du prolétariat ; 3) ne reconnaissent pas comme base organisationnelle l'organisation par entreprises ».

Tandis que le groupe de Hambourg, dès la fin de l'année 1919, développait la théorie qui recevra plus tard le nom de « national-balchevisme », et perdait, pour cette raison entre autres, le rôle préminent qui avait été le sien lors de la fondation de l'AAUD et dans les mois suivants, l'organisation de Dresde et de la Saxe orientale portait à ses ultimes conséquences son antiautoritarisme et son antipartisme de principe. Au congrès de fondation du KAPD en avril 1920, Otto Rühle,

qui n'en sera exclu qu'en novembre 1920, affirmait que « le parti en tant que structure organisationnelle se rattache, dans la justification de son existence historique, au postulat du parlementarisme bourgeois, que dans l'ère de la révolution, nous repoussons par principe. Si la démocratie est la forme classique de la domination bourgeoise, le parti est la forme classique d'affirmation et de représentation des intérêts bourgeois ». La politique de tout parti conduit donc nécessairement « à l'opportunisme et aux méthodes tactiques correspondantes (négociations, compromis, réformes), que nous repoussons par principe ». En 1921, il déclarait : « Etat de classe bourgeois-capitaliste, parlement et parti sont une seule et même chose ; ils naissent et se développent ensemble. Ils se conditionnent l'un l'autre ; ils ne fonctionnent qu'en relation les uns avec les autres ». Il ne s'agissait plus seulement de « détruire les syndicats » qui, tout comme le parti, auraient été le produit du régime bourgeois, et contre-révolutionnaires par nature, parce que fondés sur le centralisme. Il s'agissait bel et bien de « détruire les partis politiques, ces obstacles fondamentaux à l'unification de la classe prolétarienne et au développement de la révolution sociale, qui ne peut être la tâche ni des partis, ni des syndicats », pour les remplacer par « le regroupement du prolétariat révolutionnaire dans les entreprises, qui sont les cellules originelles de la production, et le fondement de la société future ». C'est à cette fin que devait travailler l'AAU (E), *Allgemeine Arbeiter-Union (Einheitsorganisation)*, le syndicat scissionniste fondé par le groupe de Dresde après sa sortie du KAPD.

(A suivre)

Comment la grève des roulants de la région méditerranéenne a été sabotée

Le 5 octobre, une rencontre entre les sept Fédérations de cheminots devait avoir lieu à Paris avec la Direction générale de la S.N.C.F. pour examiner le volumineux cahier de revendications justifié par les conditions de travail et de rémunération particulièrement désastreuses de cette catégorie ouvrière ou du moins ce qui en avait été retenu comme « plus urgent ».

Or, le 30 septembre, les trois syndicats majoritaires de la R. M. déclenchaient sans préavis une grève de 24 heures visant à la satisfaction des revendications régionales justifiées par des conditions de travail plus mauvaises qu'ailleurs, en même temps que des revendications communes à toutes les régions. Depuis 1968 (celle-ci y comprise) les roulants de la R.M. en sont déjà à leur quatrième grève, mais n'ont toujours pas obtenu la normalisation de leurs conditions particulières, grâce au sabotage évident des mouvements par les syndicats qui les avaient pourtant déclenchés.

La même chose s'est reproduite lors de la dernière expérience, avec toutefois cette différence que la manœuvre a suscité une colère qui seule explique la reconduction de l'arrêt de travail de 24 heures en 24 heures pendant cinq jours, du samedi 30 au jeudi 5 octobre, date à laquelle une nouvelle fois le mouvement fut arrêté sans que la Direction régionale ait même seulement accepté d'examiner les revendications.

La presse bourgeoise a affecté de voir dans ce débrayage qu'elle jugeait au moins... anticipé une preuve du « radicalisme » des syndicats qui auraient ainsi « préparé » un éventuel mouvement à l'échelle nationale en cas de refus de la Direction de faire droit aux revendications générales à discuter « au sommet » le 5 octobre.

Rien n'est plus faux. En bonne

logique, la « préparation » rationnelle d'un tel mouvement aurait exclu le débrayage isolé d'une région cinq jours avant l'épreuve décisive, parce qu'il ne pouvait que nuire à la compacité de la seconde grève éventuelle. L'invocation de « particularités locales » est impuissante à justifier une « recherche de solutions satisfaisantes à l'échelle de la Direction régionale », puisque la satisfaction éventuelle des revendications générales entraîne automatiquement celle des revendications particulières pourvu que ces dernières ne soient pas retirées (il s'agissait du nombre excessif de « coupures » allongeant la journée de travail dans la R. M. par rapport à la moyenne nationale et de la division des roulants en conducteurs de rapides et conducteurs de « patachons » provoquant une différenciation des salaires inconnue ailleurs), alors que l'inverse n'est pas vrai.

A l'échelon national, les cheminots réclament en effet la semaine de 40 heures pour 1973 ; le remplacement de la semaine de sept jours par une semaine de six jours pour un rapprochement des repos

que la fréquence des services de nuit tend indispensable ; l'octroi de deux repos accolés trois fois par mois, pour la même raison ; la diminution du nombre des déplacements à grande distance ; le relèvement des salaires, des primes de traction et surtout des dérisoires primes de nuit (1 F par heure !) ; le maintien du grade en cas de maladie ou d'accident (qui actuellement font perdre de 500 à 1000 F dans les cas extrêmes de salaire mensuel aux roulants « descendus de machine » pour ces raisons) ; le libre choix du médecin, les cheminots étant livrés pour l'heure à des docteurs dont la fonction n'est pas de veiller à l'état sanitaire de la corporation, mais d'assurer... le maximum de continuité au fonctionnement de la S.N.C.F. ; l'arrêt des compressions de personnel au titre de la « rationalisation » qui n'est qu'une aggravation barbare des conditions de travail déjà particulièrement pénibles, etc...

Or il est bien évident que même un règlement complet (qui n'a bien entendu pas eu lieu !) du « conten-

(Suite en page 4)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h. à 19 h., et le dimanche, de 10 h. à 12 h.
- A MARSEILLE : Le samedi, de 15 h. à 19 h., au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Vient de paraître :

« PROGRAMME COMMUNISTE » N° 57

Le trotskysme :

- Critique de la théorie de la révolution permanente
- Critique de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré
- Critique du programme de transition
- Conclusion générale

Le numéro : 6 F

Commandes au « prolétaire »

AGONIE D'UN MYTHE

(Suite de la page 1)

leine, qu'elle " se poursuivrait longtemps encore ".

En réalité, c'était tout bonnement la « voie stalinienne » du développement du capitalisme national, aussi peu « marxiste » que la théorie du « socialisme dans un seul pays » dont les Chinois ont condamné sévèrement les héritiers post-staliniens qui leur montrent leur propre avenir sans lui adresser la moindre critique.

Or voici qu'à l'automne 1971, Lin Piao qui, en avril 1969 encore, au IX^e Congrès, avait défini la nouvelle ligne officielle, celle de la révolution culturelle, et réorganisé le P. C. C. qui, dans la tourmente avait volé en éclats, Lin Piao en personne tout " premier adjoint " de Mao qu'il était, et son successeur désigné, est à son tour accusé de " révisionnisme " et disparaît de la scène politique (et même de cette vallée de larmes) au profit de Chou En-lai qui retourne à la politique d'ouverture.

Les sempiternels adorateurs de Mao ont cette fois du mal à accorder leurs violons, eux qui, naguère encore, criaient au scandale devant le rapprochement de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne fédérale et y voyaient une preuve que la première " retourne au capitalisme ". Vive Lin Piao ou vive Chou En-Lai ? Perplexité. A bas l'ouverture et vive le splendide isolement à la Staline ? Ou bien à bas le splendide isolement à la Staline et vive l'ouverture ? Socialisme chinois, quelle est finalement ta " voie " véritable et authentique ? Les voies du socialisme chinois restent aussi impénétrables que celles du Seigneur, certains en arrivèrent à une mesure d'une extrême

me rigueur : ils retirèrent de leurs publications le portrait de Mao qui en avait été jusque là le plus bel ornement, tout en déclarant qu'ils restaient attachés à ses « méthodes de pensée » : on ne sait jamais...

Empêtrés dans les faux problèmes fabriqués par l'idéologie (les voies du socialisme chinois), les fanatiques de Mao ne s'avisent pas, aussi dégrisés soient-ils, de la véritable question posée par l'ouverture économique actuelle : pourquoi, six ans après la violente offensive lancée contre lui au moyen des " gardes rouges " par le groupe Mao-Lin Piao, " l'économisme " triompha-t-il à nouveau, avec la bénédiction de Mao lui-même ?

Pour répondre à cette question, il ne faut évidemment pas avoir pris au pied de la lettre le langage chiffré qui en 1966-67 fit un crime à " l'économisme " d'avoir placé " l'intéressement matériel bourgeois " au-dessus de la " ferveur révolutionnaire ". Par " ferveur révolutionnaire ", un marxiste sait bien qu'il faut entendre, en Chine, chauvinisme et xénophobie exaspérés plus fanatisme productiviste, ce fanatisme que l'Etat chinois n'a cessé de tenter d'inculquer aux masses ouvrières et paysannes par une propagande martelante et un contrôle de tous les instants, bien avant les explosions nationalistes de la " révolution culturelle ". C'est par exemple la " ferveur " que les " héritiers de la révolution " manifestaient en jurant, aux fêtes de son quinzième anniversaire : « Président Mao, nous ne changerons jamais », ce qui d'après les autres slogans de propagande connus en Occident doit être compris ainsi : « Nous resterons toujours » de vrais révolutionnaires ne travaillant jamais dans leur propre intérêt,

mais " se sacrifiant eux-mêmes dans l'intérêt de la collectivité " et jamais nous ne prêterons l'oreille à des idées " réactionnaires et anti-socialistes " telles que " qui travaille bien a le droit de bien vivre " ou " on n'est pas en guerre, il faut jouir de la vie " (R. Guillain, " Dans trente ans la Chine ! ").

En partant de ce fait incontestable, il n'est pas très difficile de reconstituer la véritable position de " l'économisme " à la Liu Shao-chi qui, en bref, devait dire : sans un minimum de concessions économiques, on ne pourra entretenir l'ardeur des Chinois au travail ; et sans ouverture sur l'extérieur, on ne pourra ni faire ces concessions, ni diminuer la tension sociale produite par la prétention de construire une Chine moderne par les seules forces des Chinois.

Mais comme les " économistes " étaient de hauts fonctionnaires du Parti, de l'Administration, des Syndicats et, semble-t-il, même de l'armée, il est bien clair qu'ils n'exprimaient pas du tout les intérêts des masses prolétariennes ou semi-prolétariennes de Chine, mais bien la méthode bourgeoise classique du réformisme pour répondre à un mécontentement et peut-être même une agitation sociale plus que compréhensibles étant données les exigences draconiennes de l'accumulation capitaliste déjà réalisée en vingt-cinq ans dans le pays.

On saisit du même coup, du moins dans ses grandes lignes, la signification de la " révolution culturelle " : faute de pouvoir ou vouloir faire des concessions économiques, le groupe Mao-Lin Piao tenta de relancer le " bond en avant " de 1958 en jetant aux masses ou-

vrières et pauvres de Chine quelques " têtes " de ci-devant bourgeois compradore et aussi d'intellectuels " décadents ", de " bureaucrates corrompus ", de " chefs d'entreprise jousseurs ", bref de " nouveaux bourgeois " de la ville et sans doute d'une partie de la campagne. Pour cela il lui suffit, mobilisant le populisme et le chauvinisme de jeunes gens issus de familles pauvres, mais promis à des emplois de cadres en tant qu'étudiants, de permettre à des " garde-rouges " surgis comme par miracle, d'exercer leur terrorisme contre tous ces personnages sociaux peu sympathiques, contre les " impérialistes " des ambassades étrangères, mais sans doute aussi contre des groupes d'ouvriers insurgés car l'armée elle-même intervint dans maintes villes et fut la grande bénéficiaire de cette " révolution " (dite " culturelle " !) et qu'au début de 1967, " la fédération syndicale chinoise, qui comptait seize millions d'adhérents et où était grande l'influence de Liou Shao-chi, aurait été dissoute " (" L'année dans le Monde ", 1967), les organisations qu'on lui substitua subissant le même sort deux mois après.

Au feu même des événements, notre parti a porté sur la " révolution culturelle " ce jugement lapidaire : " En 1959, les dirigeants chinois ont dû avouer que le mouvement des communes populaires s'était arrêté aux portes des grandes villes et que les ouvriers n'avaient pas voulu des communes urbaines où la rétribution en nature ressemblait trop au truck-system et pas du tout au communisme. Il ne fait aucun doute que le " mouvement d'éducation socialiste ", puis la " révolution culturelle " ont tenté de reprendre la tâche qui n'avait pu être achevée à l'époque des communes. Et elle l'a reprise là où en 1959 elle avait échoué : au sein du prolétariat. Jusqu'ici, la paysannerie chinoise avait supporté le poids le plus lourd de l'accumulation capitaliste. On a fait avec elle la révolution, on a assuré sur son dos l'indépendance nationale et la reconstruction du pays. Mais plus rien ne peut être fait sans une exploitation accrue du prolétariat. Voilà le secret de la révolution culturelle " (" Programme communiste ", juillet-septembre 1967).

Mais si tel fut " le secret de la révolution culturelle " (et nous

sommes bien convaincus qu'il est tout là), alors celui de l'ouverture actuelle ne fait guère de doute : elle prouve tout simplement le second échec de la démocratie populaire chinoise dans son effort pour insuffler au prolétariat le fanatisme productiviste dont rêvent toutes les bourgeoisies du monde et pour le convaincre d'immoler aux exigences supérieures... du capital " ses intérêts égoïstes ".

Ce que toutes les horreurs de la contre-révolution stalinienne et de l'édification de la Russie numéro deux en vase clos avaient été impuissantes à " apprendre " à la clique de Mao, plus soucieuse d'assurer envers et contre tout la grandeur nationale de la Chine que de tirer les leçons de l'histoire, la lutte de classe du prolétariat chinois " à son point de jaillissement ", c'est-à-dire sa résistance aux exigences exorbitantes de " cet égoïste en chef " qu'est l'Etat national " communiste " le lui aura enfoncé de force dans la tête : de la défaite de Lin Piao, de là la nouvelle volte-face du grand " président ", et de là aussi les perplexités comiques de tous ces maoïstes qui niaient l'existence d'irréductibles antagonismes de classe dans leur Chine de légende.

La fenêtre entrouverte par la Chine sur le marché mondial n'est pas une victoire du prolétariat chinois, elle ne marque pas la fin, mais seulement une nouvelle phase de l'oppression que la démocratie populaire fait peser sur lui depuis qu'elle existe, et il n'a nullement à " choisir " entre deux " voies " différentes du développement de la Chine moderne qui ont si peu traduit les intérêts opposés du " socialisme " et du " capitalisme " qu'elles se sont combattues l'une l'autre jusque dans la tête du bourgeois Mao Tsé-Soung qui les a adoptées à tour de rôle !

Mais l'ouverture de la Chine est à la fois une confirmation de la doctrine marxiste non avilée, un coup mortel porté à la légende du socialisme chinois et, dans la mesure où elle se réalisera, un facteur d'accélération de la crise révolutionnaire mondiale.

C'est à ce titre que nous, internationalistes prolétariens, nous la saluons.

La nouvelle "organisation du travail"

(Suite de la 1^{re} page)

pe répond directement des " contrôles de qualité " effectués sur chaque voiture à sa sortie.

Enfin, après une grève sans précédent, pour éviter que se répètent des épisodes " aussi désagréables et inutiles ", les dirigeants de Volvo ont décidé de faire entrer un représentant des ouvriers (c'est-à-dire un délégué syndical) au Conseil d'administration de la Société ! Toutes mesures propres à laisser sans voix, et sans travail, les plus " extrémistes " des bonzes syndicaux, nationaux ou d'ailleurs.

Depuis ce jour, il paraît que les choses sont allées de mieux en mieux : l'absentéisme a été éliminé, et après avoir fait les comptes, les dirigeants ont annoncé triomphalement que, finalement, l'usine y gagne ! Et c'est précisément où nous voulions en venir, avant de faire quelques remarques sur les revendications syndicales.

L'«*espresso*» se désespère parce que les ouvriers italiens, eux, en sont encore à protester, parce que " le plus spécialisé d'entre eux compte moins qu'une dactylo ", et parce que " nos industries privées ne veulent pas faire des expériences de ce genre, les trouvant trop coûteuses ". Nous voulons rassurer ces... ouvriéristes : à l'Olivetti aussi, le bijou de l'industrie nationale d'avant-garde (mais comment ont-ils pu l'oublier ? L'Unità du 26 janvier en parle, et le numéro 123 de la *Revue Syndicale*, bi-mensuel de la C.G.I.L. ; est-il possible que l'opposition soit plus au courant qu'eux ?), les études succèdent aux études, les expériences aux expériences, et le travail par groupes est chaleureusement recommandé par le *brain-trust* de sociologues et de psychologues " marxistes ", dont toute usine qui se respecte est toujours bien fournie, comme l'unique forme capable de résoudre le problème de la garantie de l'extorsion maximum de plus-value.

Ces études mettent en évidence les faits suivants :

1) que le capital industriel est contraint par le marché à réviser l'organisation traditionnelle du travail : jusqu'à il y a quelques années, la production était caractérisée par des quantités élevées, des marchés assez stables, et par une durée d'utilisation des produits relativement longue. Ces conditions permettaient des chaînes de montage à structure rigide pour une production constante

et prolongée dans le temps. Aujourd'hui, l'instabilité du marché, l'introduction de nouvelles techniques (beaucoup d'industries doivent passer de la production mécanique à la production électronique), l'automatisation, l'augmentation incessante de la concurrence et, de ce fait, la courte durée du produit, exigent une organisation du travail très souple, pour laquelle la vieille chaîne de montage est définitivement dépassée ;

2) que le travail par groupes est la forme la plus adaptée à cette nouvelle structure organisationnelle.

Il vaut la peine d'analyser brièvement cette nouvelle manière de produire, qui est appelée à l'Olivetti " îlot ou unité de montage homogène ", pour ce qu'elle implique sur le plan syndical.

A cet îlot est assigné la production complète d'une partie de l'usine : ainsi, si la production augmente, le nombre des îlots augmente ; si elle diminue, il diminue sans qu'on ait besoin de toucher à l'organisation antérieure.

Mais il y a plus. Avec l'îlot, on tente de résoudre un autre gros problème pour l'usine, celui de la qualité des produits. Dans la chaîne de montage, un certain nombre d'ouvriers montent les machines, d'autres ensuite les contrôlent, et d'autres encore les réparent, sans qu'il y ait contact entre les monteurs, les contrôleurs et les réparateurs.

Actuellement, à force de restreindre les temps de production, la qualité est descendue à des niveaux que les techniciens définissent comme " préoccupants ", mais les ouvriers s'en sont moqués, et la qualité n'a pas été améliorée ; alors, l'usine a interrogé les sociologues, lesquels ont déclaré que les ouvriers s'en moquaient parce qu'ils n'étaient pas " motivés ".

Avec l'îlot, on cherche donc à les " motiver ", à ce qu'ils s'identifient avec leur travail, pour les exploiter mieux et plus : les ouvriers, outre le montage de toute la machine, doivent aussi assumer le contrôle et, en partie, la réparation, en alternant les différentes tâches : ils sont et doivent se sentir " devenus responsables ", et pour les rendre tels, les encouragements ne concernent plus seulement la quantité et la qualité des produits, mais l' " efficacité globale " de l'îlot, qui signifie par exemple : capacité de dresser l'ouvrier du groupe qui ne produit

pas assez, de résoudre des problèmes de qualité, d'améliorer les méthodes, de distribuer la part de travail de façon à autolimiter les absences, d'élire (démocratiquement s'entend...) un représentant du groupe qui soit en étroite liaison avec le chef et le bureau technique, qui sache même prévoir et résoudre tout problème qui pourrait surgir dans l'îlot.

Et ce n'est pas tout. Dans un rapport du service des cadences et méthodes de l'usine, on fait la liste des autres avantages de l'îlot : compétition entre les groupes, liens plus difficiles entre les tâches analogues (groupes décentrés), donc revendications moins collectives, et répercussions syndicales favorables ; meilleur contrôle des chefs de chaque unité sur les ouvriers ; amélioration des relations internes.

C'est là le rêve du capital : plus d'antagonismes, plus de lutte sans merci entre exploités et exploités mais compétition et division entre les ouvriers, pour la plus grande gloire, mais surtout pour le plus grand profit des usines et de " l'économie nationale ".

Ce ne sera donc pas par " progressisme ", mais par nécessité impérieuse du marché et du contrôle du prolétariat que cette " révolution " sera réalisée dans tous les domaines où elle est possible, les vieilles structures organisationnelles restant par ailleurs en place partout où elles sont encore les plus rentables, sans changer le moins du monde les conditions d'esclavage de la classe ouvrière.

Nous avons affaire à une phase de l'exploitation encore plus raffinée que la précédente : jusque là, la classe dominante s'était " contentée " de demander au prolétariat sa force de travail, et c'est tout ; aujourd'hui, poussée par les exigences toujours plus pressantes de ses propres lois, et sans voir, dans sa myopie, que ceci est historiquement impossible, elle lui demande aussi son accord, la mobilisation de toutes ses ressources, pour rester sous son joug avec une exploitation toujours plus intense, pour sauver du naufrage le système qui aujourd'hui l'exploite sans pratiquement rencontrer de résistance, mais qui inévitablement demain périra sous les coups puissants du prolétariat.

Traduit du N° 17 de " Il Programma Comunista ", notre organe en italien).

La grève des roulants

(Suite de la page 3)

tiens local " n'aurait pas modifié d'un pouce ces revendications générales, ni avancé en quoi que ce soit leur satisfaction. Malgré cela, la participation des cheminots à la grève fut, comme toujours dans la R. M., très élevée, de l'ordre de 95 à 98 % des effectifs. Mais la façon dont le mouvement fut mené confirme en plein le jugement plus haut exprimé : le débrayage local visait non pas à préparer le " mouvement général ", mais à donner un exutoire au mécontentement, à fatiguer les cheminots, bref à rendre ce mouvement général plus difficile, à supposer même qu'il ait lieu.

Dès le samedi, les roulants furent prévenus qu'ils ne devaient pas compter " sur une grève de huit jours " (sic !) et si celle-ci fut reconduite sans histoire le dimanche et le lundi, du fait du refus de la direction d'examiner les revendications tant que le travail n'aurait pas été repris, dès le mardi, une résistance acharnée à la poursuite du mouvement de la part de certains délégués (au premier rang desquels celui du dépôt Saint-Charles), se fit jour. C'est ainsi que les roulants, désespérés ou furieux, assistèrent à ce triste spectacle : un délégué partisan de la reprise repoussant l'argument disant qu'il ne fallait pas suspendre la grève au moment précis où la Fédération Autonome du Sud-Est annonçait qu'elle avait décidé un débrayage de solidarité avec la R. M., sous le prétexte que... le tract n'était pas signé et qu'on ignorait si la nouvelle était exacte !

Le même délégué reprochait à un de ses collègues du Dépôt de la Blancarde (c'est-à-dire de la même ville que lui) qui plaiderait pour la continuation de la grève, de ne pas être resté dans son fief et de venir mettre le désordre au Dépôt Saint-Charles, et enfin menaçait de " faire éclater " le Comité intersyndical comprenant des représentants des dépôts plus combattifs de Nice et

d'Avignon, " quitte à ce que des têtes tombent " (sic !).

Malgré un vote pour la suspension de la grève par 62 voix contre 41 (à peine un tiers de l'effectif des roulants de Saint-Charles assistait à cette sinistre comédie) arraché par ces beaux moyens, ledit délégué fut contraint par le Comité intersyndical d'annoncer une ultime prolongation de 24 heures du mouvement à la réunion de 14 heures du mercredi 4 octobre, ce qui provoqua des heurts violents entre partisans et adversaires de la suspension. Mais le lendemain, les esclaves du rail reprenaient le travail avec toute leur fatigue et toute leur amertume, sans avoir rien obtenu, même en promesse !

Et tandis que l'Humanité parlait de " victoire ", la radio d'Etat se félicitait cyniquement de ce que " le spectre d'un mouvement de débrayage sur tout le réseau national apparaisse pour l'instant conjuré ".

Quant à la réunion du 5 octobre, elle a été repoussée au 10 pour examen par la Direction du " coût " d'un certain " train " de revendications. Jusqu'ou, mais jusqu'ou ira encore la patience des roulants à l'égard de cette canaille opportuniste qui les sacrifie à " l'intérêt national " et à la bonne marche d'un " service public vital " ?

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1972

LISTE N° 10

Paris, août, 1.606,50 ; Clavel, 220 ; Claudette, 100 ; Christian, 27 ; Un camarade spadois 28 ; Québec, 275 ; Christian, 27 ; J.-Pierre, 80 ; Cavallion, 80 ; R. et R., 40 ; Soutien, Raymond, 6 ; Philippe, 15 ; Souscription Générale, 1.600.
Total précédent... 33.646,28 F
Total liste n° 10... 4.104,50 F
Total général... 37.750,78 F